

VOEU

Vœu pour réaffirmer la solidarité d'Ivry avec tous les migrants !

LE CONSEIL,

Présenté par le groupe Front de Gauche au nom de la majorité municipale

ADOPTE le vœu suivant :

Par 35 voix et 10 abstentions

Depuis plusieurs mois, les médias relayent régulièrement le naufrage de bateaux entiers de migrants venus des quatre coins du monde trouver une terre d'asile pour tenter de vivre dignement.

Plusieurs régions du monde sont le théâtre de conflits armés, de guerres. De nombreux pays vivent sous le joug de dictatures, ou connaissent la misère. Ce sont notamment les conséquences plus ou moins directes d'actions militaires, de bombardements menés par des pays occidentaux dans des conditions souvent hors cadre de l'ONU, selon des méthodes et pour des raisons guère propices à « *promouvoir la paix et la démocratie* ». C'est également largement le fruit de plusieurs siècles de colonisation et néo-colonisation, avec pour corollaire le pillage par les pays occidentaux des ressources et richesses naturelles du reste du monde.

Les migrations du sud vers le nord, dans les conditions que nous connaissons aujourd'hui, sont le fruit de cette situation internationale intenable. Or jusque là, les réponses de l'U.E et de ses différents gouvernements n'ont consisté qu'à renforcer la sécurité, dresser des barrières, développer l'agence Frontex et la police des frontières.

Aujourd'hui l'horreur de ces drames humains quotidiens s'est révélée à travers la photographie d'un bébé gisant sur le bord d'une plage qui a circulé dans tous les médias, sur la toile, et ému le monde entier. Elle a ainsi rendu incontournable une réaction de responsabilité, de dignité, d'humanité, notamment de la part du gouvernement français. Or depuis des années, l'Etat, sous la droite comme avec l'actuelle majorité socialiste, a largement suivi et accentué cet état de fait. Ainsi, la France, en jouant les apprenti-sorciers en Lybie, a largement contribué à déstabiliser une grande partie du bassin méditerranéen. Elle a continué à s'inscrire dans des relations internationales génératrices de conflits armés et de drames humains, en érigeant des frontières physiques, nationales, toujours plus hautes et excluantes. Songeons au ministère de l'immigration et de l'identité nationale, au renforcement des mesures de rétention des demandeurs d'asile, aux déclarations sur les Roms n'ayant pas vocation à s'intégrer en France. Répondre à la guerre par la guerre ne peut pas être une solution : c'est l'idéal de paix, juste et durable, qui doit guider nos politiques pour que les conflits trouvent une issue positive.

Ainsi, un discours institutionnel s'est développé autour d'un principe de sélection des migrants avec l'idée que nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde. Il faudrait aujourd'hui « *distinguer entre les migrants économiques irréguliers, qui doivent être reconduits, et les demandeurs d'asile qui sont en besoin de protection* » (extrait du courrier de Bernard Cazeneuve aux Maires de France, 6 septembre 2015). Certains Maires de droite sont

allés bien plus loin, n'hésitant plus à vouloir trier les migrants en fonction de leur religion, selon qu'ils soient chrétiens ou musulmans.

Nous réaffirmons que l'accueil digne de toutes les populations fuyant la guerre et la misère, quelles qu'elles soient, doit être le ciment d'une République qui prône la liberté, l'égalité et la fraternité. Le courage politique impose donc d'assumer sans condition et avec humanité ce devoir.

- Considérant qu'Ivry a toujours été terre de solidarité pour tous les êtres humains. Cela s'est traduit notamment par : le développement d'un réseau de parrainage de sans papiers, les mobilisations pour le droit de vote des résidents étrangers à toutes les élections (référendum en 2010), le soutien direct aux nombreuses associations de solidarité qui œuvrent au quotidien au plus près des habitants. Plus récemment, nous avons mis en œuvre un dispositif d'hébergement et d'insertion de 32 familles Roms et Roumaines sur notre territoire, alors que le gouvernement ne cesse d'évacuer les campements sans solutions dignes et durables.
- Considérant que la situation actuelle de nombreux conflits dans le monde, notamment en Syrie, entraîne un accroissement conséquent de migrants vers la France et exige la participation de toutes les énergies. A ce titre, il est bon de rappeler que de nombreux Kurdes, luttant depuis plusieurs mois contre Daesh, se trouvent sous le feu de l'Etat turc dans l'indifférence générale, alors qu'ils se battent pour leur survie, leur liberté, et contre l'expansionnisme meurtrier et destructeur de Daesh.
- Considérant que la COP21 aura lieu cette année à Paris. A cette occasion, rappelons que les enjeux environnementaux liés au réchauffement climatique constituent aujourd'hui les premières causes des migrations subies et génèrent des flux migratoires toujours plus importants du Sud vers le Nord.
- Considérant que l'Etat semblerait enfin vouloir prendre en compte cette situation dramatique. Le récent courrier de Bernard Cazeneuve à l'ensemble des Maires de France est un appel à la solidarité en même temps que l'engagement de l'Etat pour en assurer les moyens nécessaires. La mise en mouvement des acteurs locaux et des collectivités territoriales est espérée et attendue. Néanmoins, cela ne doit pas être un nouveau biais pour un transfert de responsabilités dans un contexte d'austérité et de baisse criante des dotations de l'Etat aux collectivités.
- Considérant que nous refusons depuis toujours un quelconque « tri » des migrants entre ceux qui auraient vocation à rester et ceux qui devraient être renvoyés chez eux. Car cela ne peut mener qu'à des idées et pratiques discriminatoires. C'est également ignorer les causes de la misère qui pousse tant de femmes, d'hommes et d'enfants à fuir leur maison, leur terre, leurs amis, pour essayer de survivre.

Le Conseil Municipal d'Ivry-sur-Seine :

- Réaffirme sa solidarité envers toutes les populations migrantes qui doivent être accueillies dignement et durablement en France ; et s'engage, comme il l'a toujours fait, à mobiliser les moyens et les énergies disponibles sur son territoire pour l'accueil de migrants ;

- Rappelle au Préfet l'urgence de la tenue d'une conférence régionale sur la situation des familles Roms et Roumaines présentes en Ile-de-France ;
- Exige que le gouvernement respecte la convention de Genève sur les réfugiés, mette aux normes du Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'O.N.U. des centres d'accueil en doublant leurs capacités, et cesse les interventions militaires hors cadre de l'O.N.U ;
- Demande au gouvernement de s'engager à assouplir les conditions pour les demandes d'asile, pour les titres de séjours, et agisse pour revoir les politiques de visas de l'U.E, qui demeurent un parcours du combattant poussant de nombreux hommes, femmes et enfants à rester dans l'illégalité ;
- Demande au gouvernement d'agir pour la reconnaissance, à côté du statut de réfugié politique, d'un statut de « réfugié économique » et de « réfugié climatique », permettant ainsi de rendre légitime aux yeux de la loi les parcours d'exil forcé de nombreux migrants.

TRANSMIS EN PREFECTURE

LE 02 OCTOBRE 2015

RECU EN PREFECTURE

LE 02 OCTOBRE 2015

PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE

LE 25 SEPTEMBRE 2015